

# Budget : la suédoise cherche 2 milliards

**Les recettes fiscales sont inférieures à ce qui était attendu. De nouveaux efforts budgétaires seront nécessaires.**

**L**e contrôle budgétaire, prévu durant la deuxième quinzaine de mars, s'annonce difficile.

Selon nos confrères du *Standaard*, le gouvernement fédéral devra en effet trouver plus de deux milliards d'euros pour tenir la trajectoire budgétaire. Le problème ne se situe pas tant au niveau des dépenses – un peu plus élevées que prévu – qu'au niveau des recettes, qui s'avèrent décevantes.

Le rapport du Comité de monitoring, attendu au début de la semaine prochaine, devrait livrer des chiffres plus précis. Mais les premières indications, que nos confrères ont pu obtenir, ne présagent rien de bon.

Les recettes fiscales s'annoncent inférieures de 1,4 milliard par rapport à ce qui était attendu au début de l'année. Selon *De Standaard*, le cabinet du ministre des Finances, Johan Van Overtveldt (N-VA), a confirmé ce chiffre.

Le plus gros problème, c'est que l'impôt des sociétés rapporte bien moins qu'espéré. Cet élément à lui seul creuse un trou d'un milliard. Les recettes de la TVA et les versements au titre du précompte professionnel sont également inférieurs à ce qui était espéré.

Il apparaît aussi que le gouvernement fédéral devra verser un demi-milliard d'euros de plus aux Régions par rapport à ce qui avait été calculé. Une bonne nouvelle pour les entités fédérées, mais qui creuse le trou fédéral d'autant.

En Sécu, les comptes ne sont pas bons non plus. Le « trou » atteint 441 millions, ainsi qu'il ressort du dernier rapport du Comité de gestion de la Sécurité sociale. En outre, on s'attend à ce que la crise de l'asile entraîne des coûts supplémentaires.

Heureusement, le gouvernement peut compter sur quelques bonnes nouvelles, notamment des dividendes plus élevés de BNP Paribas et de la Banque nationale et moins de charges d'intérêt sur la dette publique – un « bonus » de 300 millions. Mais, au final, l'ardoise atteint plus de deux milliards.

Le décor est planté, qui laisse présager de nouvelles bisbilles entre les partenaires de la majorité, car il faudra s'entendre sur des économies additionnelles ou de nouveaux impôts.

A moins que le gouvernement ne choisisse d'assouplir l'objectif budgétaire qui prévoit, jusqu'à nouvel ordre, le retour à l'équilibre en 2018. ■